



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 79

Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités

Présentation

Présenté par
M. André Bourbeau
Ministre des Affaires municipales

Éditeur officiel du Québec
1987

NOTE EXPLICATIVE

Ce projet de loi a pour objet de prévoir une disposition transitoire pour la tenue d'élections aux postes de conseiller municipal dans certaines municipalités avant la tenue des élections générales dans celles-ci.

Projet de loi 79

Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 869 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (1987, chapitre 57) est modifié par l'insertion, dans la quatrième ligne du deuxième alinéa et après le mot «loi», de «et sous réserve de l'article 869.1».

2. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 869, du suivant:

«**869.1** Dans le cas d'une municipalité dont un poste de conseiller, selon la loi qui la régit sur ce point le 31 décembre 1987, doit être ouvert aux candidatures après cette date lors d'une élection prévue à date fixe pendant une année civile antérieure à celle visée à l'article 869, une élection à ce poste est tenue pendant cette année antérieure.

Elle est une élection régulière au sens de la présente loi qui s'y applique à l'exception des articles 2 et 3. La date du scrutin est celle prévue par la disposition législative ou réglementaire applicable à la municipalité le 31 décembre 1987; si cette date n'est pas le premier dimanche ou lundi de novembre, les articles 341 et 344 s'appliquent comme s'il s'agissait d'une élection partielle.

En cas de divergence entre la périodicité des élections respectée par la municipalité le 31 décembre 1987 et celle prévue par la loi qui la régit sur ce point à cette date, l'année civile pendant laquelle doit avoir lieu l'élection au poste de conseiller est celle déterminée selon la périodicité respectée par la municipalité.».

3. L'article 883 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **883.** Tous les décrets, arrêtés, lettres patentes, proclamations, règlements, résolutions et ordonnances en vigueur le 31 décembre 1987 et adoptés en vertu d'une disposition remplacée ou abrogée par la présente loi demeurent en vigueur jusqu'à la date prévue pour la cessation de leur effet, jusqu'à ce que leur objet soit accompli ou jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou abrogés en vertu de la présente loi. Le cas échéant, ils sont réputés avoir été adoptés en vertu de la disposition correspondante de la présente loi.

Toutefois, ils sont inopérants s'ils visent à fixer les heures du scrutin, à fixer la durée du mandat des membres du conseil, à ordonner qu'un scrutin ait lieu à plus d'un endroit, à ordonner que les votes soient donnés de vive voix ou, sauf pour l'application de l'article 869.1, à fixer au premier lundi de novembre la date du scrutin d'une élection régulière. ».

4. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 1988.